



12^{èmes} Conférences stratégiques annuelle

La France, la communauté internationale et la paix au Proche-Orient

(6 et 7 mars 2007 - Maison de la Chimie, Paris)

Discours de Mme Hind Khoury, Déléguée générale de la Palestine

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Permettez-moi d'abord de remercier l'IRIS et en particulier Pascal Boniface pour son invitations et pour l'occasion qu'il me donne de m'exprimer sur la Palestine.

Je voudrais commencer cette intervention en posant une question simple mais fondamentale : est-ce que pour la communauté internationale la notion de " paix " a un sens au Proche-Orient ? Est-ce que le droit international doit s'appliquer partout, à l'exception de cette région, à l'exception d'un seul pays sur près de 200 que composent l'ONU ? Cette question, j'en ai conscience, est lourde de sens mais la réalité que nous vivons permet de la poser franchement.

Depuis Oslo, c'est-à-dire depuis septembre 1993, les Palestiniens vivent au rythme des promesses politiques non tenues, des accords signés non respectés et des sommets qui ne font que reporter à plus tard la solution qui est pourtant connue.

Pendant ce temps l'occupation se poursuit. La colonisation avance. Les violences arbitraires et les humiliations se multiplient. Les morts s'ajoutent aux morts et les prisonniers aux prisonniers. Jusqu'à des ministres qui sont en prison maintenant.

Et avec tout cela la pauvreté et le chômage atteignent des niveaux alarmants. Dans la Bande de Gaza, les Nations Unies - qui viennent encore de pousser un cri d'alarme humanitaire -, les Nations Unies nourrissent plus de 1.1 million de Palestiniens sur une population de 1.3 million.

La Cisjordanie n'est pas épargnée où le taux de pauvreté atteint officiellement 66% de la population. A lui seul le chômage avoisine les 45% de la population active. Non seulement le bouclage des Territoires, le mur et les barrages paralysent toute activité économique mais ces mêmes Territoires demeurent la proie de toutes les dérives d'une armée d'occupation qui viole en toute impunité le Droit international et les droits de l'homme tels que décrits par la Charte de l'ONU et des Conventions dites de Genève.

Cela va faire 60 ans que dure cette situation d'occupation qui est le cœur de tout au Proche-Orient. On le doit au refus de négociations réelles et justes mais aussi à l'inaction, autre que verbale, de l'ONU et plus récemment du Quartet.

Les prétextes pour refuser les négociations n'ont pas manqués. Hier c'était le Président Arafat qui était mis en cause durement. Après son élection, et bien que pendant un an aucun contact n'a eu lieu, ce fut le tour du Président Mahmoud Abbas accusé de faiblesse. Aujourd'hui c'est la victoire du Hamas qui est dans l'œil du cyclone du refus.

Pourtant, et c'est un point qui n'est pas second, des voix s'élèvent qui affirment que ce conflit demeure le cœur de l'instabilité qui règne au Moyen-Orient.

Les pays arabes ainsi que des communautés en Occident qui s'identifient à la situation de peuple palestinien, vivent très mal l'injustice faite à ceux qu'ils considèrent comme leurs frères. Ce conflit est aussi un symbole pour les Arabes.

Je voudrais m'arrêter aujourd'hui sur trois questions qui sont au cœur de la problématique majeure suivante : pourquoi donc les négociations entre Israéliens et Palestiniens sont-elles bloquées ?

Tout d'abord, la situation politique interne aux Territoires est mise en avant en terme d'objection.

Je veux, en premier lieu, parler de ce point.

En effet, d'un point de vue qui n'est pas qu'israélien, c'est l'arrivée majoritaire du Hamas aux dernières élections qui bloquerait aujourd'hui les négociations.

Il faut rappeler tout d'abord que cette situation est le fruit d'une élection démocratique, sous contrôle international, une élection dont personne n'a contesté la validité. C'est un fait.

Remarquons d'ailleurs, de manière incidente, que de manière non parallèle aucun reproche n'est opposé à l'arrivée de deux personnes très particulières dans le gouvernement israélien. Je veux parler de MM Avigdor Lieberman et Arcadi Gaydamak qui tiennent pourtant ouvertement des propos racistes et prônent le nettoyage ethnique des Palestiniens. Mais c'est encore un fait : cette arrivée n'entraîne pas de réactions internationales similaires. Je vous laisse apprécier.

Pour ce qui concerne le Hamas, les griefs principaux qui lui sont adressés concernent en premier lieu sa non reconnaissance d'Israël.

C'est une question sérieuse, bien évidemment, comme sont aussi sérieuses toutes les évolutions qu'on peut constater. Par exemple, et ce n'est pas rien, on omet de noter les déclarations de Khaled Mechaal lors de son voyage à Moscou, le 28 février dernier, qui indiquait envisager des négociations avec Israël et, je le cite : " un règlement politique à la crise ".

Le leader du Hamas a insisté lors de ce déplacement sur sa volonté de respecter tous les accords signés par l'OLP dans le passé.

Sans vouloir mettre les points sur les " i ", il est toutefois nécessaire de rappeler que dans ces accords susmentionnés il y a la modification de la Charte, la Ligne verte, le principe des 22%, et plus généralement les Accords d'Oslo.

Cette déclaration est importante et, pour qui veut la paix, il vaut mieux la saisir que la repousser.

Il conviendrait à cet égard de méditer les conclusions d'un tout récent rapport parlementaire britannique. " La communauté internationale, note-t-il, a raison de mettre la pression sur le Hamas pour changer ses positions hostiles au processus de paix [mais] il vaudrait mieux que cela soit obtenu par le dialogue et la persuasion plutôt que par l'isolement " du gouvernement palestinien. Mais précise ce rapport, je cite toujours : " Nous doutons que ce soit une évolution recherchée par la communauté internationale ". Ce rapport inspiré date du 31 janvier.

Depuis, il y a eu les accords de la Mecque. Les Palestiniens se sont rassemblés autour d'un consensus politique pour un gouvernement d'Union nationale. Premier point : une guerre civile a aussi été évitée. Second point : un accord politique portant sur le gouvernement et sa base d'action a été trouvé. Tout cela est important, on en conviendra.

Pourtant au regard de ces accords on a parfois comme une impression curieuse : tout le monde ne semble pas s'en réjouir ! Et on maintient le régime terrible des sanctions sous le thème politique contreproductif du " Wait and see ".

Et pourtant le Fatah et le Hamas se sont mis d'accord pour marcher ensemble mais également pour poursuivre les négociations avec Israël. Notons aussi que le Hamas qui fera partie du prochain gouvernement d'Union nationale se verra confier 9 postes qui ne seront pas des postes qui pourraient être invoqués à propos de la sécurité d'Israël.

La question des prisonniers peut trouver ainsi une solution rapide et équitable.

Notons, c'est le fait politique majeur, que le Hamas s'engage à respecter les accords passés et les résolutions du Conseil de sécurité.

C'est en réalité une reconnaissance de fait, implicite, des trois conditions posées aux seuls palestiniens par le Quartet.

Mais ce n'est pas explicite nous dira-t-on ? Si on ne veut pas la paix mais le statu quo alors on trouvera toujours des faux-nez de ce type.

Mais pourquoi ne pas réfléchir plutôt au point de vue exprimé par Henry Seigman qui fut pendant 16 ans le directeur exécutif du " Congrès juif américain".

Il vient de publier une Tribune libre publiée dans le " International Herald Tribune ", le 15 février exactement, intitulée " La Mecque ouvre le chemin pour l'Europe ".

Et qu'écrit-il ? Je le cite " Les Européens doivent annoncer immédiatement la fin de leur boycott du Hamas et ouvrir un dialogue avec le nouveau gouvernement d'union nationale sur les conditions qui leur permettent de lever les sanctions imposées à l'Autorité palestinienne. Ces conditions, poursuit-il, devraient reconnaître que l'on ne peut demander au Hamas ce que la Communauté internationale n'est pas prête à demander à Israël. On doit demander au Hamas de déclarer sa disposition à reconnaître Israël si et quand Israël reconnaît les droits des Palestiniens dans les frontières de 1967 ". Fin de citation.

Cette opinion qui est sienne n'est pas hors débat. Ne prête-t-elle pas à réflexion ? Je vous soumetts ce point de vue à votre réflexion.

De plus, et j'en reviens aux accords de La Mecque, le Président Abbas s'est vu avec ceux-ci renouveler sa légitimité d'interlocuteur unique.

Le Président Mahmoud Abbas, dont on s'accorde généralement à souligner à tout le moins le caractère " modéré ", a fait récemment une tournée européenne pour convaincre Madame Merkel, Messieurs Blair et Chirac que l'accord de la Mecque était une chance pour la paix. Une chance à saisir.

Personnellement je crois aussi que c'est une opportunité majeure.

Je n'oublie pas au reste qu'Israël a souhaité pendant des décennies pouvoir assister à une dynamique homogène de pays arabes en faveur de la paix. C'est ce qui vient de se produire avec les accords de la Mecque.

La vraie question est maintenant de savoir, la balle étant dans son camp, si Israël aura la volonté politique de reconnaître les droits des Palestiniens ainsi que les accords signés dans le passé et les résolutions du Conseil de sécurité.

Un geste politique fort vient de se produire à la Mecque. Si M. Olmert veut vraiment une paix commune - et comment pourrait-on vouloir la paix tout seul sans négocier avec ses adversaires ? - il faut qu'il fasse

preuve d'un courage et d'une clairvoyance identiques. Il faut qu'il réponde à son tour par un geste politique fort en direction des Palestiniens et du monde arabe.

Je souhaite, nous souhaitons qu'Ehoud Olmert entame désormais des discussions en prenant en compte le fait nouveau que constitue le gouvernement d'Union nationale qui est en train d'être formé par Mahmoud Abbas.

Cela me conduit à ma seconde remarque.

Cette volonté de paix ne se manifeste plus, du côté israélien, depuis l'assassinat du Premier ministre Yizhak Rabin. Le calendrier et la Feuille de route ne sont pas respectés. Cet état de fait a conduit à une radicalisation de la société palestinienne qui ne voit aucun avenir se dessiner tandis que son présent, je l'ai évoqué, est plus que sombre.

En parole Israël évoque la paix mais sur le terrain aucun acte concret ne vient le démontrer, tout au contraire.

L'été dernier ce sont quelques 500 Palestiniens qui ont été tués dans les Territoires. Les maisons et les infrastructures continuent d'être rasées alors que des centaines de barrages transforment le moindre déplacement en cauchemar. La construction du mur se poursuit dans les 22% de territoires appartenant aux Palestiniens.

Un article du journal " Le Monde " de lundi dernier mais aussi un grand reportage minutieux du mensuel " Le Monde Diplomatique " nous montrent comment la colonisation sauvage se poursuit. Les collines sont occupées les une après les autres, d'abord par de simples camping-cars, puis des routes sont tracées. En 2006, le nombre de colons a progressé de 5,8% pour atteindre en Cisjordanie quelque 268.000. Actuellement 3000 constructions illégales sont en cours.

A ce chiffre il faut ajouter les 200,000 colons installés dans une douzaine de colonies dans la partie de Jérusalem occupée.

Collines après collines, le maillage qui se constitue dessine la future " Grande Jérusalem " qui finira à terme par couper la Cisjordanie en deux.

Jamais les Palestiniens n'accepteront un Etat sans Jérusalem comme capitale. Jérusalem c'est leur centre historique, économique, culturel et religieux.

Mais la réalité aujourd'hui c'est que Jérusalem-Est est colonisée et entourée d'un mur, qu'elle est isolée, sans aucune possibilité de croître naturellement vers la Cisjordanie.

Il est temps, plus que temps, d'envisager maintenant un autre avenir : un avenir de paix, de justice et de liberté et de sécurité pour tous. Le Gouvernement israélien a en face de lui un partenaire fiable et crédible en la personne de Mahmoud Abbas. Ce dernier, je le rappelle, est le seul habilité à négocier avec Israël. Il est également en tant que chef de Fatah, le partenaire historique qui a signé tous les accords de paix depuis Oslo.

L'avenir de l'Etat d'Israël est évidemment indissociable de celui de la création d'un Etat palestinien.

Un Etat palestinien ce n'est pas un problème pour lui, c'est au contraire " la " solution, la seule solution.

Cette solution est conforme au Plan de partition de 1947 qui stipulait l'existence de deux Etats ; elle est conforme à la Résolution 181 dans laquelle Israël et la Palestine sont reconnus par le Droit international comme deux Etats aux frontières définies ; elle est aussi conforme à la Résolution 194 qui a permis à Israël d'être reconnu par les Nations Unis dès lors que cet Etat s'engageait formellement sur la question du droit au retour des réfugiés palestiniens.

60 ans plus tard, le passé et l'avenir peuvent se retrouver. Dans cette région, Juifs et Arabes ont toujours vécu côte à côte et aucune personne raisonnable et de sensée ne peut envisager un autre avenir que cet avenir mêlé.

En 1988, les Palestiniens ont fait un compromis historique majeur en acceptant le principe de vivre dans 22% de la Palestine historique au lieu des 48% prévus en 1947. Actuellement les 22% sont passés à 15%, au maximum, et la colonisation se poursuit.

De ce point de vue tout le monde a fini par constater que le désengagement unilatéral de Gaza a été accompagné d'une accélération de la colonisation en Cisjordanie.

En outre le désengagement de Gaza n'a pas empêché les multiples incursions meurtrières dès lors que Gaza ne se voit reconnaître aucune souveraineté : ni territoriale, ni aérienne, ni maritime. Nous avons tous en mémoire Beit Hanoun...

Je le dis clairement : aucun Palestinien n'acceptera une paix durable au deçà des 22% et j'espère qu'il en va de bien même, pour tous, au niveau d'Israël comme au niveau international. Ce sera pure folie que d'imaginer quelque autre plan que ce soit.

Dans son discours d'investiture Monsieur Ehoud Olmert a déclaré en substance qu'Israël en avait fini avec son rêve d'un " Grand Israël ".

C'est une manière de dire que ce rêve a bien existé mais surtout c'est quoi le rêve d'Israël aujourd'hui alors que la colonisation continue, que le mur continue, que continue - jusque dans des discours à Paris et malgré la position hostile de l'ONU - à revendiquer Jérusalem comme capitale éternelle de ce pays ? C'est quoi le rêve d'Israël aujourd'hui ? Je pose la question.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Le conflit israélo-palestinien, héritage de la colonisation puis de la Guerre froide, doit maintenant trouver une solution globale.

La Communauté internationale a les moyens d'agir si elle le veut et de faire respecter le Droit international. C'est une question de volonté.

Le droit international n'a de sens que s'il est appliqué partout et par tous sans la moindre exception.

Les Palestiniens vivent cette absence de volonté de faire appliquer le droit international, ce véritable " deux poids, deux mesures " comme une véritable injustice, une injustice qu'aucun autre peuple ne supporterait non plus.

Ils se sentent considérés comme des " sous hommes " non seulement par Israël mais par la communauté internationale.

Ce sera le sens de ma troisième et dernière remarque.

L'expérience d'Oslo nous a montré qu'Israël et la Palestine n'avaient pas réussi à conclure un accord à eux seuls.

Pendant très longtemps le partenaire américain s'est imposé comme le seul et unique interlocuteur entre les deux parties.

Force est bien de constater aujourd'hui que la politique américaine a perdu en crédibilité dans toute la région. La récente rencontre tripartite à Jérusalem qui était souhaitée par Madame Condoleezza Rice a été titrée par la plupart des journaux par " Un sommet pour rien ". En effet, qu'avait-elle à proposer ?

La politique américaine a connu son échec le plus retentissant en Irak où le retrait du borbier militaire devient un véritable drame national outre-atlantique.

Les récents déboires politiques du Président américain amènent celui-ci à envisager très peu activement " une sortie de crise ".

Celle-ci ne pourra se faire sans une solution globale des problèmes du Moyen-Orient, allant au-delà de la Conférence internationale pour l'Irak actuellement projetée.

Le Rapport Baker-Hamilton a particulièrement insisté sur la nécessité de régler, comme une sorte de clé pour tout, le conflit israélo-palestinien.

Ce conflit porte la marque d'une politique unilatérale et hégémonique qui a cru que tout pourrait être réglé par le droit de la force et non pas avec celui de la force du droit.

Ainsi, qu'il s'agisse de l'Irak, du Liban, de l'Iran ou de la Syrie, les Américains et les Israéliens doivent comprendre et admettre que la paix avec les Arabes sera totale ou ne sera pas.

C'est depuis longtemps l'avis du Président Chirac qui pense, avec d'autres en Europe et en France, que le règlement du conflit israélo-palestinien serait aussi un symbole pour l'ensemble du monde arabe qui y verrait la démonstration que des Arabes peuvent intéresser l'Occident, même s'ils n'ont pas de pétrole.

La Palestine est le premier nœud qu'il faut défaire pour donner une chance à la paix dans cette région et s'éloigner du mortel " choc des civilisations ".

Ce qui est finalement positif dans ces derniers événements, c'est la prise de conscience de la place centrale occupée par le conflit Israélo-Palestinien dans les affaires internationales.

Tout le monde a maintenant compris qu'Israël ne sera jamais en sécurité dans la région sans un règlement multilatéral de la crise et sans existence d'un Etat palestinien viable et souverain vivant à ses côtés dans la paix et la sécurité.

Ainsi aujourd'hui la Communauté internationale doit-elle prendre ses responsabilités et faire appliquer les résolutions de l'ONU et le Droit international en Palestine. Elle vient de montrer avec l'envoi de la FINUL au Liban que c'était possible.

A ce sujet nous attendons beaucoup de la France qui souhaite ardemment la tenue d'une Conférence internationale afin de reprendre le chemin des négociations de paix. Jacques Chirac, dont la clairvoyance sur la guerre en Irak avait été saluée, a donné toute sa confiance à Mahmoud Abbas.

Le Président français pense lui aussi que c'est maintenant qu'il faut donner une chance à la paix. En France c'est une opinion répandue aussi bien à gauche qu'à droite.

Nous souhaitons bien entendu que l'Union européenne soit mobilisée à cette fin.

Des rendez-vous importants ont lieu prochainement que nous attendons et suivons avec beaucoup d'attention et surtout avec beaucoup d'espoir. Une prochaine réunion du Quartet doit se tenir et l'Europe peut beaucoup, elle peut beaucoup même si elle ne peut pas tout.

Chers amis ,

Nous sommes en 2007. Nous sommes 60 ans après le Plan de partage et 40 ans après la guerre de 1967.

Ces dates de tristes anniversaires nous rappellent que des peuples et des individus souffrent depuis un demi

siècle. Des familles déchirées, exilées, meurtries, de la haine et du sang de part et d'autre.

Cette année 2007 est celle où le prochain demi siècle va se dessiner.

2007 est l'année de tous les possibles comme elle peut être celle de tous les orages.

Ou bien elle sera l'année de la poursuite de l'occupation des Territoires et d'une instabilité accrue dans toute la région ; ou bien elle sera l'année où s'ouvrira enfin la perspective de deux Etats vivant dans les frontières de 67, deux Etats à la fois cœur et réunion de l'Occident et de l'Orient.

Je souhaite ardemment que tous les efforts permettent que l'espoir l'emporte en cette année 2007 si chargée de sens. Aucune action qui va dans cette voie n'est inutile, même la plus infime.

Voici l'humanité convoquée par l'histoire. 2007 peut être au Proche-Orient l'année de l'histoire humaine.

Nous y sommes résolus du côté palestinien. C'est cette certitude que je voulais vous faire partager aujourd'hui en saluant celle et ceux qui se mobilise en France pour la justice et le droit. Ils sont l'honneur de leur pays, des lumières qui percent dans les ténèbres et que nous voyons. Ils sont assurés de toute notre affection et de notre reconnaissance.

J'espère que toutes les femmes et les hommes de paix sont regardés partout comme nous les regardons du côté palestinien. C'est plus qu'un voeu c'est un souhait que je formule. La paix, voilà ce que nous voulons plus que tout car la guerre nous la supportons plus que tout autre depuis 60 ans.

Je vous remercie de votre attention.